

Déclaration du Président de la République à l'issue du Sommet pour l'impact de l'intelligence artificielle en Inde.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup. Je vais dans un instant voir le Premier ministre Modi et pouvoir avoir un entretien conclusif à cette visite bilatérale et ce sommet sur l'intelligence artificielle. Je voulais, en quelques mots, vous rendre compte et répondre à vos questions.

D'abord, on a pu, lors d'une visite bilatérale, confirmer l'agenda entre l'Inde et la France. C'est ma quatrième visite bilatérale en tant que Président. Le Premier ministre est venu aussi à plusieurs reprises. On s'est vus plus d'une vingtaine de fois et nous avons consolidé ces dernières années une relation très forte qui nourrit un agenda extrêmement dense autour d'une même vision de l'Indo-Pacifique, d'une volonté aussi de ne subir aucune forme d'hégémonie ou de vassalisation dans la région, ni d'être dans une position de quelque façon conflictuelle. Donc, on a construit ces dernières années des relations très fortes que cette visite a permis de consolider, en particulier en matière de défense. On a pu inaugurer hier une construction commune entre Airbus et Tata Group, qui va permettre de produire dans un premier temps des hélicoptères, des H125, avec d'autres générations qui peuvent suivre, dans le civil comme dans le militaire. On a pu confirmer la relation très forte que nous avons dans l'aviation de chasse avec les Rafales, pouvoir poursuivre aussi en matière de motorisation de beaucoup d'équipements indiens et également poursuivre nos travaux communs sur les sous-marins, puisque la France a déjà doté de 6 Scorpène à la marine indienne et nous sommes en discussion pour aller plus loin. Donc la défense est clairement un pilier de cette relation.

Au-delà de ça, nous avons les liens technologiques, et la coopération scientifique. Nous avons pu l'illustrer hier à l'université avec les liens entre nos organismes de recherche, grandes écoles, à travers le programme Rush, notre volonté d'aller aux 30 000 étudiants en 2030, volonté réaffirmée par nous deux, et puis nous avons pu ouvrir un laboratoire commun, en particulier sur la recherche médicale et en matière de cerveau et d'IA et de santé, entre PSL, l'Institut du cerveau à Paris, l'Institut du cerveau de la moelle et l'AIIMS hospital ici à Delhi. Et donc tout cet agenda nourrit là aussi une volonté d'aller plus loin en termes de recherche, de coopération scientifique, de coopération estudiantine, et nous avons ouvert ensemble, avec le Premier ministre Modi à Bombay, cette année de l'innovation que nous lançons entre nos deux pays, avec énormément d'initiatives qui vont scander ce partenariat et qui vont nous permettre d'aller là encore plus loin avec des initiatives multiples, une plateforme commune d'innovation pour en particulier nos start-up et nos PME, qui est très importante.

Au-delà de ces initiatives, j'ai pu rencontrer également les investisseurs indiens. On aura une session dédiée à Choose France. On a beaucoup d'Indiens qui ont investi ces dernières années en France dans l'industrie, l'industrie lourde. On souhaite encore en avoir. Il y a plusieurs projets d'investissement dans le domaine industriel, mais également dans l'innovation technologique. Et donc, on a eu une session dédiée à Bombay. Et puis, nous souhaitons aller encore plus loin également en matière d'industrie culturelle et créative. Le cinéma français est une source d'attraction et d'inspiration ici, comme Bollywood l'est. Et donc j'ai eu une session dédiée sur ce sujet à Bombay. Et là aussi, on a décidé de nouvelles coproductions. Et ce que nous cherchons à faire, c'est à la fois d'avoir plus de tournages en France, en particulier dans les studios que nous avons ouverts, et davantage de coproductions et de scénarios coécrits.

Au-delà de cet agenda bilatéral, le sommet qui s'est tenu aujourd'hui, qui était la suite de celui que nous avons co-présidé à Paris l'année dernière, était pour nous très important, parce qu'avec l'Inde, nous avons une même vision de l'intelligence artificielle. Nous croyons dans l'innovation et nous voulons développer les *data centers*, les modèles, les investissements technologiques dans nos deux pays. Nous voulons que ce soit au service de tous, et donc nous avons dans nos deux pays un agenda d'adoption de l'intelligence artificielle, d'inclusivité, et le Premier ministre a annoncé plusieurs initiatives fortes qui viennent compléter ce que nous avons fait aussi en novembre dernier sur Adopt AI. Et nous avons aussi une vision d'une intelligence artificielle qui doit être plus souveraine et plus sûre.

A cet égard, ce sommet a été l'occasion pour le Premier ministre Modi de confirmer qu'il suit notre initiative d'interdiction des réseaux sociaux aux plus jeunes. Apparemment, c'est 16 ans qui sera retenu comme âge ici. Il m'a dit qu'il passerait donc au Parlement une loi en Inde au mois de mars dans ce sens. C'est ce qui est un mouvement important qui va dans le sens, justement, d'une plus grande protection de nos enfants, de nos adolescents. Et de la même manière, il a cette volonté de défendre une IA plus transparente. L'initiative que nous avons conçue ce matin permettra justement d'avoir plus de transparence sur les algorithmes, plus de transparence sur les modèles et un respect du multilinguisme, qui est aussi quelque chose que nous défendons avec la francophonie. Donc cet agenda commun est aussi extrêmement structurant. Et nous allons embarquer cet agenda, si je puis dire, dans la présidence française du G7, puisque j'ai invité le Premier ministre Modi, qui sera là. Et comme il préside les BRICS, nous aurons un moment de convergence avant notre G7 et nous aurons aussi une initiative commune en matière d'intelligence artificielle et de réseaux sociaux pour venir consolider nos initiatives communes quelques jours avant le G7 français. Voilà ce que je voulais, ici, vous dire avant de répondre à quelques-unes de vos questions.

Journaliste

Monsieur le Président, avec ce partenariat renouvelé avec les Indiens, est-ce que vous assumez une forme de rapport de force avec les Américains ?

Emmanuel MACRON

Non, je ne vois pas de rapport de force là-dedans, mais j'assume totalement d'avoir une vision de notre diplomatie qui est libre, qui croit dans l'indépendance, le respect et le multilatéralisme. Le Premier ministre l'a lui-même rappelé il y a deux jours à Bombay, lorsque l'Inde et la France s'unissent, elles ont des résultats. En 2018, nous avons lancé ensemble l'Alliance solaire internationale, ici même à Delhi, avec des résultats très probants, pas simplement ici, mais sur le continent africain, dans beaucoup de pays émergents et en développement. Nous avons ensemble, lors du G20 indien, lancé l'IMEC, qui est un des plus grands projets d'infrastructure qui permet de lier l'Inde à la Méditerranée. D'ailleurs, projet sur lequel le Premier ministre était à mes côtés à Marseille l'année dernière. Et nous avons ensemble lancé aussi ces initiatives sur l'intelligence artificielle qui créent un mouvement et des résultats. Donc, je crois à cette diplomatie qui renforce la souveraineté de l'Europe, son indépendance, qui croit dans le multilatéralisme et qui endosse de travailler avec les grands émergents. Je veux surtout éviter la fracture internationale. Et je ne crois pas dans un ordre international qui se résume à un rapport au fond de suzerain à vassal.

Journaliste

C'est ce qui se dessine, selon vous, si jamais on ne réagit pas aujourd'hui ?

Emmanuel MACRON

Oui. Et il y a des scénarios soit de marginalisation, soit de vassalisation heureuse. Je ne crois pas dans ces scénarios. Je pense que d'abord, ça n'est pas la destinée de la France. Nous avons tout ce qu'il faut pour être indépendants et le rester, un modèle d'armée complet dont nous avons doublé le budget, des technologies fortes, et nous, Français, nous, Européens, nous avons les moyens de prendre notre destin en main. Nous voulons le faire en coopérant, en respectant tout le monde, mais en étant respectés. Je pense qu'être respecté, c'est important, et donc nous défendons cet ordre multilatéral. Voilà, mais avec des résultats à la clé.

Journaliste

Comment engager les États-Unis sur l'interdiction des réseaux sociaux ? Comment engager la Big Tech américaine ?

Emmanuel MACRON

Alors, il y a plusieurs choses. D'abord, c'est les gouvernements qui doivent prendre la responsabilité. J'aurai cet échange avec le président Trump. Mais je vois que beaucoup de gouvernements, qui, il y a quelques mois encore, étaient très réticents. Moi, j'ai eu cette discussion depuis plus d'un an avec mes collègues. Certains qui étaient très réticents rejoignent ce mouvement, encore ces derniers jours, ces dernières heures. Donc on a créé quelque chose qui est une dynamique. Ensuite, parce que je pense que tout le monde voit ce qui se passe. Il n'y a pas un parent dans quelques sociétés où les réseaux sociaux sont ouverts qui ne voit pas l'impact sur ces jeunes, qui ne subit pas la pression de ses ados ou de ses enfants pour dire « il faut m'ouvrir les réseaux sociaux ». Je pense qu'il doit voir ça aussi, et donc je crois aussi dans l'opinion publique américaine.

Ensuite, nous nous engageons la tech, et j'ai eu cette discussion tout à l'heure sur plusieurs choses en prévision de notre G7, d'abord, que les entreprises de technologie accompagnent cette interdiction avec des technologies de vérification de l'âge, qui soient respectueuses de nos règles. Et ensuite, qu'il y ait aussi un mouvement qui nous permette d'avoir un IA plus sain, plus sûr.

Un des points sur lesquels nous voulons avancer et avoir des résultats dans le cadre de notre G7, c'est de créer une coalition d'acteurs pour, justement, le marquage de l'IA. Ce qu'on veut, c'est que quand vous avez un contenu, de manière toute simple, que vous voyez sur vos réseaux sociaux et qui est fait par l'IA, que ce soit identifié « fait par l'IA ». Et ça, on veut pouvoir engager des grandes entreprises de l'IA pour qu'elles s'engagent à respecter cela. Alors c'est à eux de mettre les standards en place, mais ça, c'est très important pour nous. Donc voilà, ce qu'on est en train de faire, c'est un mouvement, une coalition d'acteurs pour des réseaux sociaux et une intelligence artificielle qui soit à la fois innovante et plus sûre pour nos enfants et nos démocraties.

Donc ce qu'on est en train de construire, c'est une coalition d'acteurs, à nouveau une coalition de volontaires avec des gouvernements, mais aussi des entreprises qui vont nous permettre de protéger les jeunes de moins de 15 ans. Et donc là, on a déjà beaucoup d'Européens, on a l'Australie. On va essayer de compléter le club avec ce qu'a fait l'Inde, ce qu'a annoncé l'Inde aujourd'hui, et ce jusqu'au G7. Donc on va améliorer les choses sur les réseaux sociaux. On va essayer d'aller vers la transparence des algorithmes. Et sur l'intelligence artificielle, on veut aller vers le marquage de l'intelligence artificielle, le respect du multilinguisme dans les modèles d'entraînement, et élargir notre coalition pour une IA soutenable, durable, c'est-à-dire plus économe en termes de consommation d'énergie.

Journaliste

Vous avez évoqué le Rafale en Inde, à l'inverse, le SCAF semble avoir un coup dans l'aile, si je peux me formuler ainsi. Comment est-ce qu'on peut sauver ce projet d'avion de combat franco-européen ? Est-ce que ça peut passer par deux avions et une plateforme commune de combat ?

Emmanuel MACRON

Écoutez, d'abord, moi, je constate que nous avons fait ce projet il y a 8 ans. Est-ce que depuis 8 ans, on pense qu'il y a besoin de moins d'Europe en matière de défense ? Non, on a fait l'inverse. Chaque jour, on a construit plus d'Europe de la défense. Donc on avait raison avant l'heure, si je puis dire, avec le SCAF en franco-allemand. La deuxième chose, c'est que nous avons identifié des besoins communs. Est-ce qu'ils sont remis en cause ? La réponse est non.

La troisième chose, on parle d'une génération d'avions qui arrivera après 2040, 2050 sur le marché. Est-ce qu'on pense que le monde sera plus simple, moins compétitif ? Non. Et il faut être lucide, je pense que les Chinois auront leurs aviations de combat, ils les vendront, ils seront des compétiteurs. Les Indiens, qui sont aujourd'hui des clients, qui veulent coproduire avec nous. On a beaucoup parlé du Rafale ici, mais ils coproduisent déjà dans le *Made in India*. Ils veulent faire plus de maintenance, et c'est légitime, à horizon 2040-2050. Je vous l'écris. L'Inde, elle fera son avion de combat. C'est le sens de l'histoire. Donc nous, Européens, si on a le sens de l'histoire, on a intérêt à standardiser, à simplifier, et donc à avoir un modèle commun. Donc là, on a d'abord la décision stratégique. Après, on a eu des frictions entre les entreprises. C'est la vie des affaires et des organisations humaines. Est-ce que ça doit décider pour autant de la stratégie des États ? La réponse est non.

Journaliste

Mais même l'Allemagne en doute.

Emmanuel MACRON

Je ne crois pas. Mais, moi, je ne doute pas de ça. Je pense qu'on doit redoubler de volonté. Mais j'essaie de voir aussi pour... D'abord, la stratégie de nos pays, de notre Europe, et la bonne utilisation de l'argent de nos contribuables. Est-ce que c'est la meilleure utilisation de notre argent que de faire plusieurs avions ? On a besoin d'avoir un standard européen. Si on fait un standard ensemble, il est inarrêtable.

Journaliste

About the relationship between India and France and the importance of the 114 aircraft deal that's now being looked at the Rafale. Could you talk a little bit about both of these, please ? And also, how would you like to respond to those who are criticizing the Rafale as a platform ? And also your statement that in social media freedom of expression is actually bullshit. How do you defend that statement ?

Journaliste

Are there any points of cooperation from both the countries agreed upon in the summit ?

Emmanuel MACRON

Yes, we agreed that upon a lot of cooperation, building up what we already decided in defense and increasing through innovation, because we launched innovation here, culture and creative industries, research and so on. So we have a very strong relation. I just would like to amend your statement, if I may. We don't have just a strategic partnership. We have a special global strategic partnership which is unique to both for India and France.

On Rafale, what we want to do is to expand. So India confirmed few days ago its willingness to indeed command a new batch of Rafale 114 and to co-produce. The make in India will be core in this new command. And on top of that, what we want to do is to improve the cooperation in maintenance capacities, in terms of diversification of approach and to be much more, I would say, in a sort of mutual agreement cooperation.

So it's a new step forward, clearly consolidating the existing one and going further. So Rafale is absolutely key. I hope we'll do the same on submarines. We offered additional capacities, and we are doing it as well on the engines and on helicopters, by the way, between Tata and Airbus. Clearly the cooperation is improving and we are building a new area of cooperation.

Journaliste

About the criticism about Rafale aircrafts, many people were criticizing, but do you think that there will be 50% indigenous component in the Rafale aircraft ?

Emmanuel MACRON

We are always increasing indigenous components. It's part of the dialogue between the company and your government. And I mean, I don't see how people can criticize it because it makes your country stronger, it increases the strategic relation between us, and it creates more jobs here. And so very clearly we are extremely, I would say, committed to having a maximum number of Indian components and manufacturing a maximum number of critical devices in India. This is exactly the rationale under the Tata Airbus deal. So we will do the same for the Rafale. You can count on this.

As for the free speech, first I saw a lot of people just quoting a small part of what I said. My point was just to say, I do believe in free speech. But what does it mean ? Free speech means I will listen to you, you will listen to me and we are in an equal relationship. A lot of people defending free speech based on algorithms without any transparency, with a lot of bias and with their own political agenda. It's not free speech. And when people clearly help hatred speech, racist speech to be spread all around the place, it's not about free speech : it's a jungle. So I really believe in free speech based on respect and transparency because this is free speech in democracy.

And as for the bilateral relationship, I really believe it's at the highest point and we want to do much more again because it's based on our relations. This is why I invited Prime Minister Modi state visit in June in France and he will come and he will be the special guest of our G7 as the president of the BRICS. And I will come back next year, he invited me and I would honor this invitation to go further.

Journaliste

Retour en France pour terminer sur l'affaire Quentin Deranque qui fracture une partie de la classe politique française. L'Europe aussi, Giorgia Meloni parle d'une blessure pour l'Europe. Quel est votre sentiment d'abord sur le dernier développement de cette affaire, notamment l'implication de plusieurs collaborateurs d'un député LFI ? Plus globalement, est-ce que comme votre Premier ministre, vous appelez la France insoumise à faire, je cite, « Le ménage dans ses rangs » ?

Emmanuel MACRON

D'abord et avant tout, je n'oublie pas qu'il s'agit là d'un jeune de nos compatriotes qui a été tué. Donc j'ai une pensée pour lui, sa famille, ses proches, à qui je redis ici les condoléances et la solidarité de la nation. La deuxième chose, la vérité doit être faite sur cette affaire, la justice doit passer. Il est clair qu'il y a eu des groupes violents, certaines composantes qui avaient été par ailleurs interdites déjà dans le cadre des dissolutions que nous avons pu prononcer, qui semblent avoir opéré. Je suis extrêmement prudent parce que l'enquête est en cours.

Journaliste

Et qui sont liées à la France insoumise ?

Emmanuel MACRON

Aucun groupe mettant en œuvre de la violence n'a de légitimité dans la République, et je le dis avec beaucoup de force. Donc oui, les partis extrêmes doivent faire leur ménage, l'extrême gauche en l'occurrence, mais les autres partis extrêmes et l'extrême droite aussi, qui a dans ses rangs parfois des militants qui justifient l'action violente. Je le dis avec beaucoup de force, je l'ai toujours dit, c'est ce pourquoi je me suis toujours opposé aux extrêmes. Il y a des élus dans les partis extrêmes. Ils sont élus, ils siègent à l'Assemblée. Il y a beaucoup de gens respectables. Il y a des idées que je combats, auxquelles je ne crois pas. Mais ils ont des électeurs.

Mais rien ne saurait justifier, ni chez les uns, ni chez les autres, et ni même dans un face-à-face qui est mortifère pour la République, rien ne saurait justifier l'action violente. Rien. Donc à chaque fois qu'il y a des gens qui vous expliquent qu'ils ont mis en place des milices pour faire de l'autoprotection, qu'il y a telle ou telle chose parce qu'il y aurait de l'autre côté un discours de violence et qu'ils la légitiment, ils ne commettent pas simplement une faute politique : ils commettent une faute morale et ils créent les conditions de ce qui arrive. Donc tout le monde, partout, doit faire en effet le ménage. En République, il n'y a pas de place pour les mouvements qui adoptent la violence, qui légitiment la violence, parce que la démocratie repose sur le respect et la paix.

Journaliste

Le ménage, ça veut dire que Raphaël Arnaud n'a plus sa place à la France Insoumise, au groupe ?

Emmanuel MACRON

Je ne vais pas aller plus loin sur ça parce que je ne suis pas dans le commentaire politique. Ça veut dire qu'il y a du travail que chaque groupe politique doit faire. Il y a la justice aussi qui va passer. Mais il y a aussi une responsabilité de tous ceux qui légitiment l'action de groupes violents. Il n'y a pas de place à la violence, quelle qu'elle soit. Alors chacun a les mots qui l'accompagnent. Ils disent toujours qu'ils font de l'autodéfense chez les uns ou des milices de protection chez les autres, que sais-je. Il n'y a aucun mot qui justifie la violence. En République, en démocratie, il ne doit pas y avoir de violence parce qu'il y a une liberté de parole, parce qu'il y a une liberté d'expression, parce qu'il y a une liberté de vote.

Journaliste

Mais est-ce qu'il n'y a pas en ce moment une escalade de la violence ?

Emmanuel MACRON

Oui, mais c'est pour ça qu'il faut rester calme. C'est pour ça qu'il faut rappeler les principes de la République. C'est pour ça que tous les partis politiques, qui à un moment ou un autre, justifient en leur sein ou à leur périphérie, des mouvements qui pratiquent la violence sous prétexte que la République ne ferait pas assez ceci ou cela, commettent à chaque fois une faute grave. Et donc là, en l'espèce, c'est un mouvement d'action violente qui est lié à l'extrême-gauche. Très clairement, un, la justice doit passer, deux, les responsables politiques qui ont quelque accointance que ce soit doivent prendre leurs responsabilités, et elles doivent être démocratiquement, politiquement discutées.

Ensuite, il y a de l'autre côté, à l'extrême droite, également des mouvements violents. Ces mouvements doivent être combattus, continuer d'être éradiqués, et rien ne saurait les justifier. Mais n'entrons pas dans un face-à-face. Et quant aux autres commentaires politiques que je vois, je suis toujours frappé de voir que les gens qui sont nationalistes, qui ne veulent pas qu'on les embête chez eux, sont toujours les premiers à commenter ce qui se passe chez les autres. Que chacun reste chez soi et les moutons seront bien gardés.

Journaliste

Le Prince Andrew a été arrêté à son domicile ce matin dans le cadre de l'affaire Epstein. Quel est votre commentaire ?

Emmanuel MACRON

Je ne vais pas faire plus de commentaires. Évidemment, j'imagine combien ça peut choquer le peuple britannique. Après, la justice passe. Il y a une volonté qui est de laisser la justice travailler, de transparence. Donc, je n'ai pas de commentaire à faire.

Journaliste

Comment on évite cette brutalisation dans la perspective de 2027 pour éviter ce face à face ?

Emmanuel MACRON

En prenant nous tous ses responsabilités. Je le dis, là, c'est un moment de responsabilité pour toutes les formations politiques. Quiconque veut défendre ses idées, aller aux urnes, convaincre, n'a pas le droit d'utiliser la violence. Quiconque veut défendre ses idées, quelles que soient ses idéaux, et je peux être en accord, en désaccord, vous pouvez être en accord, en désaccord : ils sont à respecter. Rien ne justifie la violence. Quelques responsables politiques, quelques partis politiques, qui est ambigu avec des mouvements violents, qui est ambigu avec des groupes qui pratiquent la violence, portent une responsabilité gravissime. Je les appelle tous à la responsabilité, à lever ces ambiguïtés, à interdire eux-mêmes tous les groupes qui en leur sein pratiquent cette violence, à les fermer.

La justice, de toute façon, passera, fera son travail. L'administration le fera pour les dissolutions. Je les appelle tous à ramener les esprits à la fois à la décence et au calme. La décence, parce qu'un jeune homme vient de mourir, et la décence, c'est d'abord d'être aux côtés de sa famille, de ses proches, et de dire qu'il n'y a rien qui justifie de tuer un jeune homme. Les opinions ne justifient pas de tuer un jeune homme. On peut, encore une fois, les partager, ne pas les partager.

Ensuite, je ne crois pas à l'émeute permanente. La République, ça n'est pas ça. Et donc tous, je les appelle au calme. Si nous voulons une vie démocratique apaisée, nous avons des élections municipales qui arrivent. Je vois de plus en plus à la fois de maires sortants, de candidats qui sont aujourd'hui agressés. Je veux ici leur redire tout mon soutien. Tous les élus de la République, les maires, moi-même, le Gouvernement, nous sommes là pour que les choses se passent dans le calme et dans le respect. Toutes les formations politiques doivent y contribuer. Le Gouvernement est mobilisé, est à sa tâche pour que les conditions du respect de chacun, de la sécurité soient assurées. Mais chacun a sa part de responsabilité.